



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-122903>

Département(s) de publication : **77**

Annonce n° **24-122903**

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Ville de Meaux

Type de Numéro national d'identification : SIRET

N° National d'identification : 21770284400010

Ville : Meaux

Code postal : 77100

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 77

Section 2 - Communication

Lien direct aux documents de la consultation : <https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=894023&orgAcronyme=f4q>

Identifiant interne de la consultation : 24VX040

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Laetitia DEBARGE

Adresse mail du contact : Dcp@meaux.fr

Numéro de téléphone du contact : +33 160099831

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** Voir article 16 du RC
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve :** DC1, DC2, attestations sur l'honneur (voir article 16 du RC)
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve :** Chiffre d'affaire, assurance, liste des principaux services sur les 3 dernières années, effectifs, outillage et décision d'agrément entreprise solidaire et d'utilité sociale ou tout autre document prouvant que l'entreprise est une entreprise d'insertion (voir article 16 du RC)

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 17/12/2024 à 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Ramassage des chariots de magasin abandonnés sur la voie publique de la Ville de Meaux

Code CPV principal - Descripteur principal : 90511300

Type de marché : Services

Description succincte du marché : Ramassage des chariots de magasin abandonnés sur la voie publique de la Ville de Meaux

Lieu principal d'exécution du marché : Meaux

Durée du marché (en mois) : 12

Valeur estimée (H.T.) : 54000 euros

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Oui

Type de marché réservé :

- Marché réservé à une structure d'insertion par l'activité économique ou structure équivalente, employant au moins 50% de travailleurs défavorisés

Marché alloti : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : Prestations similaires : L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. Le montant de ce marché ne pourra pas dépasser 20% du montant initial du marché pour des prestations strictement similaires à celles du présent marché. Sa durée ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du marché initial périodes de reconduction comprises. Montant : le montant estimatif des prestations est de 54 000euro(s) HT par an. Durée : Le marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter du 8 juillet 2025 (ou à compter de la date de notification si celle-ci est postérieure) jusqu'au 7 juillet 2026. Il pourra être reconduit de manière tacite par période successive de 12 mois dans la limite de 3 reconductions. Sa durée totale ne saurait excéder 48 mois. Marché réservé : L'acheteur réserve le marché public à une structure d'insertion par l'activité économique ou structure équivalente, employant au moins 50% de travailleurs défavorisés. Clause environnementale : L'objet même du marché a un objectif environnementale (le ramassage de déchet sauvage) et le marché est réservé à une entreprise qui emploie des personnes éloignées de l'emploi. Par conséquent, aucune clause environnementale et sociétale n'est ajoutée comme condition d'exécution. Critères de jugement des offres : les critères, sous-critères et leur pondération sont détaillés à l'article 17.2 du RC. Négociation : L'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec un maximum de 3 candidats à l'issue du classement initial d'analyse des offres sous réserve d'un nombre suffisant. Dématérialisation : La mise en oeuvre de la dématérialisation de la procédure s'arrête au niveau du choix du titulaire. Par conséquent, les documents électroniques seront rematérialisés en documents papiers préalablement à la conclusion du marché. Le candidat concerné sera alors invité à procéder à la signature manuscrite des documents rematérialisés. Les soumissionnaires doivent consulter l'annexe au règlement de consultation relative à la dématérialisation de la présente consultation. Litiges : Précision concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : - Recours gracieux adressé au pouvoir adjudicateur dans un délai de 2

mois à compter de la notification de la décision faisant grief. Référé précontractuel jusqu'à la signature de l'accord cadre (art L. 551-1 à L.551-12 et R. 551-1 à R. 551-6 du CJA). Référé contractuel après la signature de l'accord cadre (art L. 551-13 à L. 551-23 et s et R 551-7 à R. 551-10 du CJA) dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution. Recours pour excès de pouvoir contre les actes détachables du contrat et/ou référé suspension (art L.521-1 du CJA) dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée (art R. 421-1 du CJA). Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat ouvert aux concurrents évincés ou aux tiers dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (avis d'attribution) CE du 4/04/2014, Département de Tarn et Garonne, n°358994

Date d'envoi du présent avis à la publication : 28/10/2024